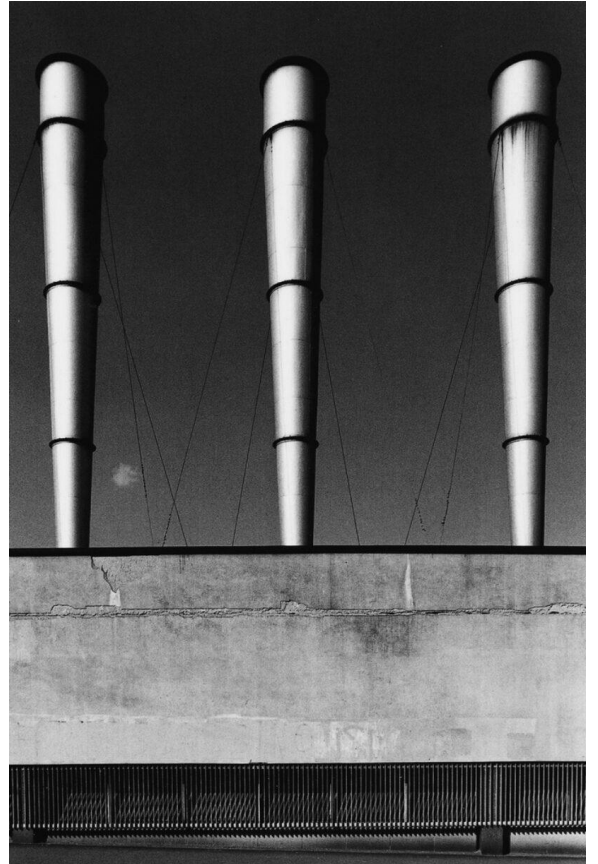


Réindustrialiser n'est pas la solution : les réponses de Dani Rodrik pour rebâtir une classe moyenne au XXI^e siècle

AUTEUR Louis de Catheu

IMAGE © Gabriele Basilico

DATE 16 avril 2026



DANI RODRIK — Nous continuons à penser l'économie comme si l'usine en était le cœur, mais s'accrocher à l'industrie, c'est risquer d'abandonner la majorité des travailleurs.

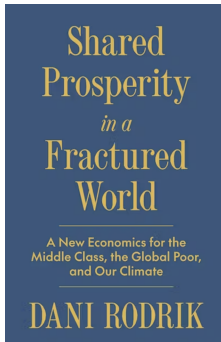
Selon l'économiste d'Harvard, pour sortir de la crise démocratique, il faut changer de cible en plaçant enfin les services au centre d'un « productivisme progressiste ».

Dans votre dernier livre, *Shared Prosperity in a Fractured World*^①, vous attribuez une part importante des dysfonctionnements politiques d'aujourd'hui à la structure de nos économies. Quel lien faites-vous entre évolutions politiques et économiques ?

Dani Rodrik – Je suis parti, dans mon livre, d'un constat assez largement partagé, selon lequel l'érosion de nos démocraties et la montée en puissance de l'extrême droite trouvent leurs causes dans les effets économiques et sociaux de la désindustrialisation, des échanges commerciaux avec la Chine et de la mondialisation en général. De

nombreuses régions, aux États-Unis et en Europe, ont subi une hausse sensible du chômage et le cortège de maux qui l'accompagnent.

Notre manque de réaction face aux changements économiques et technologiques a engendré une insécurité et une anxiété économiques considérables ainsi qu'un affaiblissement général de la classe moyenne. Aujourd'hui, notre modèle économique mondialisé est responsable des désillusions d'une partie de la jeunesse, qui ne croit plus en l'avenir ni en la possibilité d'atteindre le niveau de vie de leurs parents.



Dani Rodrik,
Shared Prosperity
in a Fractured
World. A New
Economics for the
Middle Class, the
Global Poor and
Our Climate.
Princeton,
Princeton
University Press.
2025.

Tous ces développements ont créé un climat particulièrement propice à l'émergence de démagogues et de politiciens d'extrême droite.

Quelle est votre recommandation pour mettre fin à ce cycle de dégradation des conditions socio-économiques et de renforcement de l'extrême droite ?

Je propose d'adopter une approche que je qualifie de « productivisme ». Par ce terme, il faut entendre la promotion des classes défavorisées et des classes moyennes grâce à une politique économique concertée et qui les prenne en compte.

Si nous ne répondons pas aux besoins des 80 % de notre main-d'œuvre qui ne travaillent pas dans les secteurs de l'innovation et de la haute technologie, nous ne ferons que renforcer les divisions et la polarisation au sein de nos sociétés, tant sur le plan économique que politique. Nous devons donc trouver un moyen de créer des emplois de qualité et productifs dans les secteurs de l'économie tels que les soins médicaux, l'aide à la personne, la restauration, le commerce de détail ou la logistique car tels sont les secteurs où sont concentrés la majorité des emplois – au-delà des

fantasmes sur la réindustrialisation ou sur la possibilité pour des ouvriers états-uniens de fabriquer un iPhone avec guère plus qu'un tournevis.

C'est aussi dans ces secteurs que réside l'avenir du travail. Même la Chine a perdu des dizaines de millions d'emplois dans l'industrie au cours de la dernière décennie.

Pour que les emplois dans ces domaines soient de qualité et assurent un niveau de vie décent, il est important que les politiques visent à l'augmentation de la productivité de ces métiers. Aujourd'hui, nous disposons de nombreuses nouvelles technologies, mais ces dernières ne sont pas nécessairement déployées de la bonne manière. Pour l'heure, ce sont surtout les grandes entreprises et les professions intellectuelles qui en tirent profit. L'IA, par exemple, peut contribuer à aider ceux qui n'ont pas fait d'études supérieures ou ceux qui sont plus jeunes et moins expérimentés et qui ne possèdent pas les compétences requises.

L'économie mondiale doit permettre aux gouvernements nationaux de replacer au centre de leur politique les intérêts des travailleurs ordinaires plutôt que ceux des entreprises.

DANI RODRIK

Voyez-vous cette idée de productivisme comme un nouveau progressisme ? Si c'en est un, quel changement doctrinal cela nécessite-t-il à gauche ?

Les progressistes doivent dépasser l'idée d'un retour en arrière – forcément illusoire – à l'ère bénie des Trente Glorieuses, où la cohésion sociale reposait sur un modèle d'État-providence étendu, une gestion keynésienne de la demande et un secteur manufacturier largement pourvoyeur d'emplois. Les pertes d'emplois qui se sont produites et qui se poursuivent au sein de ce dernier constituent une caractéristique structurelle irréversible.

J'insiste sur ce dernier point. Nous accordons toujours une place démesurée à l'industrie manufacturière, dans nos représentations et notre réflexion stratégique. Certes, je reconnais qu'il existe des arguments en faveur d'un soutien à certains segments de ce secteur, notamment en matière d'innovation, qu'il s'agisse de la transition écologique, de la sécurité nationale ou de la résilience des chaînes d'approvisionnement. Mais ce qui devrait davantage nourrir les réflexions des progressistes, ce sont les moyens de créer des emplois de qualité.

Comment la puissance publique peut-elle soutenir leur émergence ?

Cela requiert une politique industrielle pour les services, tournée notamment vers leur numérisation et la transition écologique.

L'adoption d'une telle politique est d'autant plus difficile qu'il existe un décalage au sein des milieux progressistes entre ce qui y est communément compris par productivité – lequel représente une forme de repoussoir et d'aliénation – et ce qu'elle peut réellement être.

Il faut travailler avec les petites et moyennes entreprises, faciliter l'adoption de technologies appropriées plus respectueuses de la main-d'œuvre, ou encore expérimenter de nouveaux modèles de formation professionnelle : une stratégie axée sur la productivité doit en constituer un élément essentiel.

Lorsque l'on pense à des secteurs comme les soins, le commerce de détail et la restauration, il est également important de se concentrer sur le renforcement du poids et de la position des travailleurs dans les négociations collectives. C'est cela que j'entends par adaptation des outils traditionnels de politique industrielle. Il est crucial de doter les travailleurs de mécanismes leur permettant de s'exprimer et de négocier collectivement.

Notre manque de réaction face aux changements technologiques a engendré une anxiété économique considérable et un déclin des classes moyennes.

—
DANI RODRIK

Au-delà du problème des inégalités dont nous venons de parler, vous identifiez deux autres défis majeurs dans votre livre : le changement climatique et la pauvreté dans les pays du Sud. Aujourd'hui, de nombreux responsables politiques agissent comme si ces trois questions étaient mutuellement exclusives : l'assouplissement des réglementations vertes dans le secteur automobile en est un exemple. Pensez-vous qu'il soit réellement possible de relever ces trois défis de front ?

C'est précisément l'objet de mon livre que de démontrer que ces trois objectifs peuvent être atteints simultanément, à condition de bien saisir le contexte dans lequel nous vivons.

La focalisation excessive sur l'industrie manufacturière a une part de responsabilité dans le discours sur l'incompatibilité entre les trois objectifs

dont nous parlons. La déréglementation est justifiée par le risque de délocalisation. Or les services sont des secteurs qui ne sont pas soumis à la concurrence étrangère et ne sont pas exportables. Ils ne sont donc pas affectés par des tensions semblables à celles qu'on connaît dans le secteur manufacturier.

Cela rend le défi de la transition écologique, d'une part, et la création d'emplois, d'autre part, beaucoup moins contradictoires. Savoir que nos emplois sont sécurisés dans les services, c'est ne plus avoir peur que les intrants bon marché, les panneaux solaires et les batteries en provenance de Chine soient source de chômage.

Dans le domaine de la défense nationale, l'industrie manufacturière n'est-elle pas pourtant un facteur clef? Les guerres d'Iran et d'Ukraine ont en effet montré que disposer d'une industrie diversifiée et puissante, c'est être plus résilient en cas de conflit.

Il existe de nombreuses bonnes raisons de soutenir l'industrie manufacturière. La sécurité nationale en est évidemment une. L'innovation et les retombées technologiques en sont sans aucun doute une autre.

L'avenir de l'emploi réside dans les services. Nous accordons une place démesurée à l'industrie manufacturière.

DANI RODRIK

Mais nous sommes capables de mener plusieurs tâches en même temps, et nous ne devons pas nous bercer d'illusions en pensant qu'en favorisant l'industrie manufacturière pour des raisons de sécurité nationale, nous atteindrons en même temps nos objectifs de créer des sociétés solidaires, de bons emplois et de redynamiser notre classe moyenne. Si nous perdons cela de vue, nous allons simplement nous engager sur une voie où nous ne ferons que renforcer la polarisation de nos sociétés, avec des conséquences néfastes, non seulement pour les inégalités économiques, mais aussi pour la santé de notre vie politique et de nos démocraties.

En tant qu'économistes, il incombe à mes collègues et moi de faire comprendre aux décideurs politiques qu'il existe de bonnes raisons de soutenir l'industrie manufacturière, mais que l'emploi n'en fait pas partie. Pour la création d'emplois de qualité, qui constituent un objectif très important, nous avons besoin d'un ensemble de mesures tout à fait distinct,

auquel il faut accorder une priorité aussi élevée qu'à celles qui concernent l'innovation.

Les États-Unis ne sont-ils pas les meilleurs représentants de cette dichotomie entre des industries puissantes, une grande capacité d'innovation, et une société profondément divisée, voire abîmée ?

Les États-Unis ont longtemps représenté un modèle pour l'Europe en matière d'innovation, d'industrie nationale, d'armement et de défense.

Dans le même temps, ils souffrent aujourd'hui d'une société profondément polarisée. Celle-ci a porté au pouvoir un président, Donald Trump, qui menace de conduire le pays à la catastrophe. C'est, à mon sens, le fruit direct des inégalités économiques et sociales issues d'un modèle économique qui a certes propulsé le pays à la pointe de l'innovation mondiale – sa réussite la plus évidente étant sans doute incarnée par la Silicon Valley – mais qui a échoué à en redistribuer les bénéfices. Les gains de cette productivité et de ces nouvelles technologies ne se sont pas diffusés dans le reste de la société. Les travailleurs sans diplôme universitaire, et même de nombreux travailleurs diplômés, ne profitent pas de cette prospérité.

L'Europe risque-t-elle de s'engager dans cette voie ?

C'est sans aucun doute un danger auquel fait face l'Europe aujourd'hui, et qu'elle doit éviter. Parier uniquement sur l'innovation, sur le commerce, sur le haut de l'échelle économique serait une erreur stratégique. Les décideurs politiques ne doivent pas oublier la nécessaire promotion de la classe moyenne.

Cela suppose de dépasser la polarisation entre emplois manufacturiers et secteurs des services. Pour cela, ne faut-il pas refaçonner nos imaginaires ?

En effet, l'attachement de l'administration Trump aux emplois manuels, qui devraient en premier lieu bénéficier des droits de douane, relève de la pure nostalgie plus que du pragmatisme politique. C'est un désir irrationnel de revenir à une époque où l'on pensait que les choses fonctionnaient, du moins pour les hommes blancs et peu ou pas diplômés. Cela va de pair avec les sensibilités d'extrême droite et autoritaires propres à l'administration actuelle.

Il s'agit à la fois d'un manque d'imagination et d'une incapacité à reconnaître la réalité : nous devons pourtant nous préparer à une société future dont la structure sera très différente en termes de production, ainsi que de modes et de lieux d'emploi.

Chaque État doit pouvoir corriger les déséquilibres engendrés par le néolibéralisme et l'hyper-mondialisation, et donc expérimenter à son échelle.

DANI RODRIK

Vous critiquez depuis longtemps ce que vous avez qualifié d'« hyper-mondialisation ». Si cette époque semble aujourd'hui révolue, nous en sommes sortis pour nous confronter au chaos et au racket trumpiste : l'hyper-mondialisation ne nous offrait-elle pas une protection contre l'hégémonie ?

Nos problèmes ne viennent pas du fait que la politique économique américaine soit insuffisamment encadrée par des règles internationales ou d'un manque de coopération à l'échelle internationale. L'idée que l'origine de toutes nos difficultés serait la destruction d'un modèle d'hyper-mondialisation par Trump n'est pas convaincante.

Chaque administration états-unienne, par la force des choses et comme tout gouvernement élu dans une démocratie, doit démontrer qu'elle comprend ce qu'elle considère comme les intérêts économiques du pays. Le problème posé par Trump n'est pas qu'il place ceux des États-Unis au premier plan, avant l'économie mondiale ou au détriment d'autres alliés et partenaires commerciaux : c'est simplement qu'il a une conception complètement farfelue et erronée de ce que sont ces intérêts.

Nous traversons une période de transition. Dans ce contexte, il est évident que l'extrême droite et les populistes autoritaires ont mieux su saisir l'occasion et tirer parti de la perte de confiance et du sentiment de marginalisation que ressentent de nombreux électeurs issus de la classe moyenne ou des classes populaires, en particulier dans les régions qui ont le sentiment d'avoir été laissées pour compte. Ils ont su exploiter ces inquiétudes.

Mais Trump ou le trumpisme ne représentent pas l'avenir. Il est le symptôme ou le reflet des dilemmes dont nous avons hérité.

Nous devons encore trouver un équilibre, pour un monde d'après l'hyper-mondialisation.

Quelle forme pourrait prendre le nouvel ordre économique mondial ?

Il est probable que nous trouvions un meilleur équilibre entre les prérogatives nationales et les règles mondiales, afin de laisser à chaque pays une marge de manœuvre assez large pour corriger les déséquilibres engendrés par le néolibéralisme et l'hyper-mondialisation. Je veux parler de l'affaiblissement de la cohésion sociale, des classes moyennes, de la disparition des emplois de qualité, ainsi que des inégalités.

Il est tentant d'imaginer un retour à une économie mondiale où les gouvernements nationaux – ou, dans le cas de l'Union européenne, une confédération d'États –, placeraient au centre de leur politique les intérêts des travailleurs ordinaires plutôt que ceux des entreprises ou des professions intellectuelles, parfaitement mobiles et intégrées à l'échelle internationale.

Quelles en seraient les implications concrètes sur le plan politique ?

L'OMC a inutilement restreint la marge de manœuvre dont disposaient les pays. De même, en ce qui concerne les flux de capitaux, il serait souhaitable d'évoluer vers un monde où les décideurs politiques répondent aux besoins de leur économie. Cela reviendrait à revenir, sinon exactement aux règles, du moins à l'esprit de Bretton Woods : les pays disposaient alors d'une marge de manœuvre bien plus grande pour expérimenter différents types de politiques.

Les décideurs politiques doivent comprendre que le rôle de l'économie internationale est de répondre aux besoins économiques de leurs économies nationales, et non l'inverse. Ce second point de vue a été privilégié lors de la période d'hyper-mondialisation, où la priorité des décideurs politiques, qu'ils soient de centre-droit ou de centre-gauche, était devenue : que peut-on faire pour devenir plus compétitif dans l'économie internationale ? Comment peut-on modifier les lois nationales pour multiplier et intensifier les échanges commerciaux et attirer davantage d'investissements ?

C'est bien cette perversion dans l'ordre des priorités économiques qui a engendré les déséquilibres dont nous subissons encore aujourd'hui les conséquences.

Les inégalités économiques et sociales aux États-Unis sont le résultat d'un échec à redistribuer les bénéfices des fiefs industriels et de l'innovation.

De quelle manière l'Union européenne s'inscrirait-elle dans ce nouveau monde ?

Je crains que l'Union ne se trouve prise en étau, prise au piège d'une situation intermédiaire.

D'un côté, elle n'est pas suffisamment intégrée pour agir et définir une vision cohérente, significative et applicable à l'ensemble de ses membres, comme un marché financier commun ou une stratégie collective en matière de politique étrangère.

De l'autre, elle est suffisamment intégrée, notamment sur le plan économique, pour que la présence de Bruxelles et l'existence d'un cadre commun en matière de politiques commerciales et industrielles réduisent à la fois la volonté et la capacité des gouvernements nationaux à mener des expériences et à élaborer des politiques répondant à leurs besoins locaux.

Or, l'expérimentation sera un élément essentiel des politiques à venir, alors que les défis de tous ordres se multiplient.

SOURCES

- ① Dani Rodrik, *Shared Prosperity in a Fractured World. A New Economics for the Middle Class, the Global Poor and Our Climate*, Princeton, Princeton University Press, 2025. ↑